

(4)
(N° 44)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1923.

**Projet de loi portant modification à l'article 13 de la loi du 18 octobre 1908
sur le Gouvernement du Congo belge.**

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi sur le Gouvernement du Congo belge dispose que le compte général de la Colonie est arrêté par la loi, après vérification par la Cour des Comptes.

Dans l'exercice de cette mission, la Cour des Comptes a toujours fait preuve de la plus grande diligence. Elle a entretenu avec l'Administration Coloniale, les meilleurs rapports, et s'est efforcée de lui faciliter sa tâche et de simplifier les écritures et les opérations de contrôle. Mais, malgré cette bonne volonté mutuelle, l'expérience démontre que ce fut une erreur manifeste d'avoir étendu à la comptabilité coloniale un système qui est excellent dans la métropole, mais qui ne convient pas à des opérations se poursuivant à plusieurs milliers de kilomètres de distance, au milieu d'une civilisation primitive et dans des conditions de travail qui n'ont aucun rapport avec celles qui existent en Belgique.

L'essence de la vérification comptable, telle qu'elle fonctionne en Belgique, est de se faire sur pièces. Mais il suffit de réfléchir qu'en Afrique, un grand nombre d'opérations comptables — spécialement toutes celles où l'Administration est en rapport avec les populations indigènes — doivent nécessairement se faire sans écritures, pour comprendre que la base même du contrôle fait défaut.

Il est dès lors indispensable que dans la Colonie, le contrôle ait lieu sur place et non sur pièces.

Il faut que sous une direction, indépendante du pouvoir exécutif, un corps d'inspecteurs vérifie sur les lieux toute une série de dépenses et de recettes. C'est le seul moyen d'aboutir à un contrôle efficace.

Ce contrôle sur place a, d'ailleurs, le grand avantage de s'étendre, dans la pratique, non seulement à la régularité comptable des postes de recettes et de dépenses, mais aussi aux conditions dans lesquelles les unes et les autres ont

lieu de telle sorte que, sans empiéter sur le domaine des services chargés de l'exécution des budgets, il permette de signaler aux autorités supérieures des dépenses manifestement inopportunes, des sources de recettes négligées ou mal gérées.

Par le fait même que le contrôle se fait sur place il produit ce résultat heureux d'associer la vérification comptable et l'inspection sur l'emploi judicieux des crédits.

Ce système permet aussi une simplicité beaucoup plus grande des écritures et une rapidité beaucoup plus grande dans la vérification.

Est-il un parlementaire, est-il un administrateur public pour mettre un doute qu'un contrôle, dont les résultats ne sont connus que plusieurs années après la clôture de l'exercice contrôlé, n'a plus qu'une valeur théorique?

C'est malheureusement à ce résultat que conduit fatalement le système instauré par la Charte Coloniale, et cela sans la faute d'aucun des organismes appelés à le faire fonctionner.

La nécessité de fournir des pièces justificatives pour tout un ensemble de dépenses et de recettes, qui en réalité, se font sans mandats, ordonnances, reçus ou émargements, parce que les intéressés ne savent ni lire ni écrire, ou ne connaissent pas les langues européennes, est une des premières causes du retard.

Une autre cause de retard se trouve dans le fait que par la force des choses, un trop grand nombre de comptables coloniaux ne sont pas des spécialistes; ils ont d'autres devoirs, d'autres charges, et des soucis plus urgents.

La probité de leur gestion ne laisse rien à désirer mais souvent il en est autrement de leurs écritures. Contrôlées sur place, elles peuvent suffire. S'il faut en extraire des documents justificatifs d'une comptabilité publique, sur le mode en usage en Europe, c'est une autre affaire. De là de nouveaux retards et de nombreux devoirs, accomplis par les services supérieurs de la province ou de la Colonie vis-à-vis des comptables locaux.

Quand, après les multiples écritures et paperasseries qu'occasionne ce système, le compte général de la Colonie arrive en Europe, il doit être revu par l'Administration Centrale, car il n'a jamais été en état tel qu'il pût être soumis à la Cour des Comptes.

Après cette première revision, qui est laborieuse et exige souvent de nombreuses correspondances, le compte est remis à la juridiction du contrôle; mais celle-ci est nécessairement amenée à faire des observations et à poser des questions.

Pour chacune de celles-ci une nouvelle correspondance s'engage entre l'Administration centrale et les Services d'Afrique.

Parfois des mois s'écoulent avant que la réponse puisse parvenir. Aussi les résultats ne se sont-ils pas fait attendre et la guerre a encore considérablement aggravé les vices du système. Jusqu'ores sur quatorze exercices terminés depuis la reprise, les comptes de quatre exercices ont été soumis à la Chambre par la Cour des Comptes.

Au moment de l'armistice, le dernier compte envoyé à la Cour, par le Ministre des Colonies, était celui de 1910.

Depuis lors, par un effort considérable, mon administration a pu dresser les comptes de 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et les a envoyés à la Cour à des dates diverses, espacées du 16 novembre 1920 au 16 juin 1922.

La Cour a examiné les comptes de 1911, 1912 et 1913 et a entamé l'examen des comptes budgétaires de 1913 et 1914.

Pour les premiers de ceux qui lui ont été soumis, elle a dû, malgré sa largeur de vues, demander des éclaircissements sur plusieurs centaines de postes ; elle l'a fait très légitimement, mais par voie de conséquence ; tous les autres comptes restent nécessairement en suspens jusqu'à ce que, sur toutes ces questions, une réponse adéquate puisse être fournie.

Il faut, en effet, que le solde de l'exercice antérieur soit établi, pour que le chiffre initial de l'exercice suivant soit hors de contestation.

En supposant qu'en faisant très grande diligence, la Cour et mes services arrivent à terminer, en 1924, la mise au point des comptes de 1914 et 1915, c'est à peu près neuf ans après les opérations que les Chambres seraient saisies de ces comptes.

Un contrôle, établi dans ces conditions, peut être théoriquement parfait, mais il ne donne pas les garanties que le Parlement a le droit de réclamer.

C'est dès lors pour le Ministre un devoir de conscience de signaler cette situation et de proposer des remèdes.

Heureusement l'organisation des services et l'intervention des congés périodiques suppléent, en pratique, dans une certaine mesure, aux déficiences du système trop compliqué créé par la Charte Coloniale, tout au moins au point de vue de la correction et de la probité des comptables publics.

Tous les trois ans, tous les agents d'Afrique, revenant en Europe, sont en effet contrôlés pratiquement dans leur gestion par leurs successeurs.

Mais à peine est-il besoin de faire ressortir que s'il y a là une garantie contre les malversations et les abus, ces procédés empiriques ne répondent pas aux exigences d'une bonne comptabilité publique.

On est naturellement porté à se demander comment d'autres peuples colonisateurs ont résolu ce problème.

La Grande-Bretagne comme la Hollande ont le système de la vérification sur place. Spécialement dans les Colonies anglaises, il existe à côté du *treasurer*, qui est le chef du département des finances, un *auditor* ou contrôleur. Celui-ci dépend directement du *Colonial Office* en ce sens que son rapport est remis par lui, sous pli ouvert, au Gouverneur de la Colonie qui est tenu de le transmettre tel quel au Secrétaire d'État pour les Colonies. L'*Auditor*, avec le personnel mis à sa disposition par la Colonie, contrôle sur place les recettes et les dépenses.

Ce système a toujours donné satisfaction.

Comme, en outre, la comptabilité est faite par année et non par exercice, et qu'ainsi à la fin de l'année budgétaire il n'y a plus ni recettes ni dépenses pour compte de l'année clôturée, la remise du compte général et sa vérification suivent de très près la clôture de l'exercice.

Le projet de loi, qui est soumis au Parlement, propose de substituer, lui aussi,

au contrôle sur pièces par la Cour des Comptes, un contrôle sur place par un inspecteur général, qui serait nommé en Conseil des Ministres sur une liste double de candidats présentés par la Cour des Comptes.

Une première expérience pratique du contrôle sur place a été organisée depuis deux ans dans la Colonie, sans toucher encore aux règles légales. Elle donne d'excellents résultats, mais l'organisation ne peut donner son plein rendement et être entourée des garanties requises, que par l'institution du contrôleur ou inspecteur général.

L'Inspecteur Général aura à sa disposition le personnel des contrôleurs de la Colonie. Il sera naturellement soumis, au point de vue disciplinaire, à l'autorité du Gouvernement Général, mais il sera indépendant de lui dans l'exercice de sa mission de contrôle en ce sens que son rapport devra être, sous sa responsabilité, transmis au Ministre des Colonies sans que le Gouverneur Général puisse y faire apporter des modifications.

Le rapport qui portera sur toutes les opérations faites pour l'exécution du budget colonial, sera fourni *in extenso* aux Chambres, avec le compte général de l'année à laquelle il se rapporte.

Pour que le Parlement puisse, s'il y a lieu, prendre l'avis de la Cour des Comptes, sans qu'il y ait là une mesure de défiance contre le Ministre, le projet prévoit expressément cette faculté.

Cette réforme dans le contrôle permettrait d'apporter de grandes simplifications dans la comptabilité de la Colonie.

* * *

Il ne suffit pas de prendre des mesures pour l'avenir; il faut absolument pouvoir séparer le contrôle des exercices futurs, au moins provisoirement, de l'établissement des comptes arriérés, sous peine de voir se maintenir encore pendant de longues années la situation actuelle et peut-être de la voir s'aggraver.

C'est pourquoi, il est proposé que tous les comptes en cours seront arrêtés à la fin de l'année 1923; un nouveau compte commencera à partir de cette date. Ce compte sera soumis au nouveau régime de contrôle et de comptabilité. Les comptes antérieurs seront successivement dressés et aussi rapidement qu'il sera possible. Pour leur contrôle, on se conformera naturellement au régime légal en vigueur, au moment où les opérations se sont poursuivies.

Mais pour éviter à cet égard de grandes pertes de temps et des opérations longues mais inutiles, il est proposé que la Cour des Comptes soit autorisée à ne faire porter ses investigations que sur la réalité des recettes et des dépenses, sans s'attacher pour les exercices passés aux questions d'imputation.

Il y aurait de grands inconvénients à introduire cette réforme si elle s'appliquait à l'exécution du budget encore en cours, mais comme il s'agit de budgets qui ont été exécutés avec la préoccupation de ne pas s'exposer aux critiques de la Cour des Comptes, il n'y a pas d'abus à redouter.

Mon administration est naturellement toute disposée à se soumettre, même sous ce rapport, à une pleine et complète vérification des budgets selon le mode traditionnel.

Mais à quoi servirait-elle, dans les circonstances dans lesquelles la guerre d'une part et les conceptions erronées, qui ont servi de bases à la Charte Coloniale en cette matière, nous ont placés? A quoi peut-il servir de vérifier, neuf, dix ou douze ans après les faits, si une dépense réellement faite a été à bon droit imputée sur le chapitre IV, article 3 du budget, plutôt que de l'être sur le chapitre IV, article 2? La dépense n'en est pas moins faite, et la sanction disciplinaire, qui devrait pouvoir atteindre le fonctionnaire coupable, frappera dans le vide, car il y a longtemps que cet agent, selon toute apparence, aura cessé d'appartenir au service de la Colonie. Tout au moins n'occupe-t-il plus la fonction dont il était investi au moment où l'imputation erronée s'est faite; il a certainement changé de résidence et il serait bien difficile de le punir pour des faits qui ont certainement échappé à son souvenir et pour lesquels il ne disposera plus, à l'endroit où il se trouve, de moyens convenables et légitimes de justification.

Il n'y a donc qu'une solution pratique, c'est de vérifier tous ces comptes anciens au point de vue essentiel de la réalité de la dépense et de la recette, c'est-à-dire de la probité de la gestion, en se référant pour la correction générale des imputations budgétaires à la diligence dont n'ont jamais cessé de faire preuve les autorités supérieures.

Le projet de loi donne à la Cour l'autorisation de procéder ainsi.

Le Ministre peut donner l'assurance à la Chambre qu'aucun comptable à la Colonie n'a eu connaissance de cette partie du projet de réforme. Tous ont donc travaillé sous l'impression que leurs imputations budgétaires seraient contrôlées et vérifiées.

Pour éviter tout doute, la tolérance dont s'agit ne sera pas appliquée à l'exercice en cours. Enfin, si la Cour avait par impossible des motifs de soupçonner que des abus réels se seraient produits en matière d'imputation, elle aurait, d'après le texte proposé, la faculté d'indaguer à ce sujet.

La dernière observation que nous venons de présenter fait ressortir le caractère d'urgence de la réforme.

Il était, d'une part, impossible de la présenter au Parlement à trop longue distance de la fin de l'exercice, sous peine de s'exposer au risque de voir les agents, au point de vue budgétaire, se relâcher de leur habituelle diligence.

Il est, d'autre part, essentiel que la situation actuelle vienne à prendre fin.

Elle est née sans faute aucune ni de mon prédécesseur, ni de la Cour des Comptes, ni des services du Département ou de la Colonie.

Dans le cadre de la législation actuelle, tout ce qu'il était possible de faire pour y remédier a été fait. Force m'est de déclarer loyalement au pouvoir législatif que le maintien de l'article 13 de la Charte Coloniale continuera à produire les graves inconvénients que je viens d'exposer et qu'une réforme est indispensable.

Le Ministre des Colonies,
LOUIS FRANCK.

41

(Nr 44)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 DECEMBER 1923.

**Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 13
uit de wet van 18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De wet op het Beheer van Belgisch-Congo bepaalt dat de algemeene rekening der Kolonie, na onderzoek van wege het Rekenhof, door de Wet wordt gesloten.

Bij het uitvoeren dezer opdracht, gaf het Rekenhof steeds blijk van de grootste naarstigheid. Het onderhield met het Koloniaal Beheer de beste betrekkingen en trachtte steeds dezes taak te vergemakkelijken, de geschriften en de onderzoeksverrichtingen te vereenvoudigen. Doch, niettegenstaande dezen wederzijdschen goeden wil, leert de ondervinding dat het een klaarblijkelijke misgreep was voor de Koloniale boekhouding een stelsel te hebben aangewend dat uitstekend voor het Moederland geschikt is; maar dat niet past wanneer het verrichtingen geldt, welke op duizenden kilometers afstand worden gedaan, in het midden eener primitieve beschaving en onder werkomstandigheden welke niet de minste betrekking hebben met deze die zich in België voordoen.

De geest van het nazicht der boekhouding, zooals dit in België geschiedt, is gelegen in het onderzoek der stukken. Het is echter voldoende even te overwegen dat in Afrika een groot aantal rekenverrichtingen — inzonderheid al deze voor dewelke het Beheer met de negerbevolking in betrekking komt — noodzakelijkerwijze zonder geschriften moeten geschieden om te verstaan dat de grondslag zelf van het nazicht ontbreekt. Het is dus volstrekt noodzakelijk dat in de Kolonie het onderzoek ter plaatse en niet naar de stukken geschiede.

Een opzichterkorps moet onder eene van de uitvoerende macht onafhankelijke leiding, ter plaatse, eene geheele reeks uitgaven en inkomsten nazien. Dit is het eenig middel om een vruchtbaar onderzoek te erlangen.

Dit onderzoek ter plaatse heeft overigens het groot voordeel zich in de praktijk uit te breiden niet alleen tot de verrekeningsregelmaticheid der inkomst- of

uitgaveposten, maar ook tot de voorwaarden waaronder beide werden gedaan, zoodat, zonder eenigszins in het gebied der met het opmaken der begrootingen belastediensten in te grijpen, dit onderzoek toelaat duidelijk ontijdige uitgaven, verwaarloosde of slecht beheerde bronnen van inkomsten bij de hogere overheden kenbaar te maken.

Door het feit dat het onderzoek ter plaatse geschiedt, wordt deze gelukkige uitslag verkregen dat het verrekeningsnazicht met het onderzoek over de goede aanwending der kredieten gepaard gaat.

Dit stelsel geeft ook aanleiding tot eene merkelijke vereenvoudiging der geschriften en tot eene veel grootere snelheid bij het nazicht.

Zou een enkel parlamentslid, zou een enkele openbaar beheerder er kunnen aan twifelen dat een toezicht waarvan de uitslagen slechts jaren na het sluiten van het onderzochte boekjaar worden gekend, nog maar enkel eene theoretische waarde heeft?

Het is ongelukkiglijk tot dezen uitslag dat het door de Koloniale Akte in voege gebracht stelsel onvermijdelijk leidt, en zulks, zonder dat een der organismen, die dit stelsel moeten tot werking brengen, er eenige schuld aan hebbe.

De noodwendigheid, bewijsstukken te moeten inleveren voor eenen samenhang van uitgaven en inkomsten welke, werkelijk, zonder mandaten, betalingsbevelen, ontvangstbewijzen of kanteekeningen worden gedaan, omdat de belanghebbenden niet kunnen schrijven noch lezen of de Europeesche talen niet kennen, is eene der voornaamste oorzaken der vertraging.

De vertraging wordt ook veroorzaakt door het feit dat, onvermijdelijk, een te groot getal koloniale boekhouders geene specialisten zijn; zij hebben andere plichten, andere taken, en dringender bekommernissen. De eerlijkheid van hun bestuur laat niets te wenschen over, maar zulks is niet altijd waar voor hunne geschriften. Ter plaatse nagezien, kunnen zij voldoen. Zoo men echter in hunne geschriften bewijsstukken eener openbare boekhouding moet zoeken naar de in Europa in gebruik zijnde wijze, dan staan de zaken anders. Hieruit vloeien nieuwe vertragingen en ook talrijke verplichtingen van wege de hogere diensten der provincie of der Kolonie ten aanzien der plaatselijke boekhouders.

Wanneer, na de menigvuldige geschriften en papierstapelings welke dit stelsel met zich brengt, de algemeene rekening der Kolonie Europa bereikt, moet zij door het Hoofdbeheer worden herzien, want nooit was deze rekening dusdanig dat zij het Rekenhof kon worden voorgelegd.

Na deze eerste herziening welke moeilijk is en vaak eene talrijke briefwisseling eischt, wordt de rekening aan de jurisdictie van het nazicht onderworpen; maar dit laatste wordt er, noodzakelijkerwijze, toe gedreven, opmerkingen te maken en vragen te stellen. Voor ieder dezer, wordt, tusschen het Hoofdbeheer en de diensten in Afrika, eene briefwisseling ingezet en dikwijls verlopen maanden vooraleer het antwoord toekomt. Ook lieten zich de uitwerkselen niet wachten en de oorlog heeft nog merkkelijk de gebreken van het stelsel bezwaard.

Tot heden werden op de 14 sedert de overname gesloten boekjaren, de rekeningen van 4 dezer door het Rekenhof aan de Kamer onderworpen.

Bij den wapenstilstand, was de rekening van 1910 de laatste welke door den Minister van Koloniën naar het Hof werd verzonden.

Sedertdien, kon mijn Beheer, dank zij een duchtige krachtinspanning, de rekeningen opmaken van 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, en heeft het deze, tusschen 17 November 1920 en 16 Juni 1922, op verschillende dagteekeningen, naar het Hof verzonden.

Het Hof zag de rekeningen na van 1911, 1912 en 1913 en begon het onderzoek der begrootingsrekeningen van 1913 en 1914.

Voor de eerste hem onderworpen rekeningen moest het, niettegenstaande zijne breede opvattingen, aangaande honderden posten, ophelderingen vragen; dit was zeer billijk, doch, dit ten gevolge bleven, alle andere rekeningen hangend tot dat, op al deze vragen een behoorlijk antwoord kon gegeven worden.

Het saldo van het vorig boekjaar moet, inderdaad, worden vastgesteld, opdat het begincijfer van het volgend boekjaar buiten betwisting weze.

Indien men veronderstelt dat, dank zij eene groote naarstigheid, het Hof en mijne diensten er toe komen in 1924 de rekeningen van 1914 en 1915 in staat te stellen, dan worden deze rekeningen ongeveer negen jaar na de verrichtingen aan de Kamers voorgelegd.

Een onder zulke voorwaarden uitgeoefend nazicht kan, theoretisch gesproken, volmaakt zijn, maar het levert de waarborgen niet welke het Parlement het recht heeft te eischen.

Het is, derhalve, voor den Minister, eene gewetensplicht dezen toestand te doen kennen en verhelping voor te stellen.

De inrichting der diensten en de bemiddeling der periodische verloven vergoeden bij de practijk, in zekere mate, de gebrekkigheden van het al te ingewikkeld door de Koloniale Akte ingevoerd stelsel, ten minste voor wat betreft nauwkeurigheid en de eerlijkheid der openbare boekhouders.

Daar, om de drie jaar, alle agenten uit Afrika naar Europa terugkeeren, wordt, inderdaad, op practisch gebied, hunne gestie door hunne opvolgers nagezien.

Doch, men dient haast niet te doen uitschijnen dat, al is er daar een waarborg tegen de geldverduisteringen en de misbruiken, deze empirische handelwijzen niet beantwoorden aan de vereischen eener openbare boekhouding.

Men vraagt zich natuurlijk af, hoe andere kolonieseeerenden landen het vraagstuk hebben opgelost.

Groot Britanje en Holland volgen beide de methode van het plaatselijk nazicht. In de Engelsche koloniën, voornamelijk, bestaat er, naast den *Treasurer* die het hoofd is van het departement der financiën, een *Auditor* of controleur. Deze hangt rechtstreeks van het *Colonial Office* af, derwijze dat zijn verslag door hem zelf, onder open omslag wordt overhandigd aan den Gouverneur der Kolonie, die gehouden is het stuk ongewijzigd aan den Secretaris van Staten voor de Koloniën, over te maken. De *Auditor* ziet, ter plaatse, met het te zijner beschikking gesteld personeel, de inkomsten en uitgaven na.

Dit stelsel heeft steeds voldoening gegeven.

Daar overigens, de boekhouding per « kalender- en niet per dienstjaar » geschiedt en dat er alzoo op het einde van het begrootingsjaar geene inkomsten noch uitgaven voor rekening van het gesloten jaar meer voorhanden zijn, volgen de afgifte der algemeene rekening en haar nazicht, op zeer snelle wijze, de sluiting van het boekjaar.

Het wetsontwerp dat aan het Parlement onderworpen wordt, stelt insgelijks voor, het nazicht volgens de stukken van wege het Rekenhof, te vervangen door een nazicht ter plaatse door een Algemeen Opzichter die in Ministerraad zou worden benoemd op dubbele door het Rekenhof ingediende kandidatenlijst.

Eene eerste praktische proefneming van plaatselijk nazicht werd, sedert twee jaar, in de Kolonie verwezenlijkt zonder tot nog toe, aan de wettelijke regelen te raken.

Zij geeft voortreffelijke uitslagen, doch de inrichting zal slechts haar volledig uitwerksel toonen en den noodigen waarborg leveren, wanneer de algemeen controleur of Algemeen Opzichter zal worden aangesteld.

De Algemeen Opzichter zal het personeel van de Controleurs der Kolonie te zijner beschikking hebben. Onder tuchtopzicht zal hij, natuurlijk, onder het gezag staan van den Algemeen Gouverneur; doch hij zal onafhankelijk zijn van hem in de uitoefening zijner nazichtsopdracht, derwijze dat zijn verslag, onder zijne eigene verantwoordelijkheid, den Minister van Koloniën zal worden overgemaakt, zonder dat de Algemeen Gouverneur er eenige wijziging moge aan laten toebrengen.

Het verslag dat berusten zal op al de ter uitvoering van de koloniale begrooting gedane verrichtingen, zal *in extenso* bij de Kamers worden ingediend, te zamen met de algemeene rekening van het jaar waarop het betrekking heeft.

Opdat het Parlement desnoods het advies van het Rekenhof moge inwinnen, zonder dat zulks als een maatregel van mistrouwen tegenover den Minister kunne worden beschouwd voorziet het ontwerp uitdrukkelijk dit recht.

Bedoelde hervorming in zake nazicht, zou eene groote vereenvoudiging in de boekhouding der Kolonie te weeg brengen.

*
* *

Het is niet voldoende maatregelen te treffen voor later; het nazicht der toekomstige boekjaren dient volstrekt, ten minste voorloopig van het opmaken der achterstallige rekeningen gescheiden, op straf van, gedurende lange jaren nog, den huidige toestand ongewijzigd, ja zelfs verergerd te zien voortduren.

Daarom wordt voorgesteld dat al de loopende rekeningen gestaakt wezen op het einde van het jaar 1923; eene nieuwe rekening zal vanaf dien datum aanvang nemen. Deze rekening zal aan het nieuw stelsel van nazicht en boekhouding onderworpen worden. De vorige rekeningen zullen achtereenvolgens en zoo spoedig mogelijk, worden opgemaakt. Voor hun nazicht, zal men natuurlijk het stelsel naleven dat wettig in voege was op het oogenblik waarop de verrichtingen zich voordeden.

Doch om, dienaangaande, groote tijdverliezen en lange onnoodige operatiën te vermijden, wordt voorgesteld dat het Rekenhof gerechtigd weze zijne navor schingen alleen op de werkelijkheid der inkomsten en uitgaven te doen berusten, zonder zich voor de verlopen dienstjaren, bezig te houden met aanrekeningsvraagpunten.

Tegen het invoeren dezer hervorming zouden ernstige bezwaren pleiten, moest

zij worden toegepast op de uitvoering der nog loopende begrooting doch mits het hier begrootingen geldt die werden uitgevoerd met de vooringenomen zorg zich niet bloot te stellen aan de kritieken van het Rekenhof, zijn geene misbruiken te vreezen,

Onder dat oogpunt zelfs, is mijn Beheer, natuurlijk volkomen bereid zich aan een geheel en volledig nazicht der begrootingen te onderwerpen.

Doch welk nut zou zulk opleveren, gezien de omstandigheden waarin eenerzijds de oorlog en anderzijds de verkeerde opvattingen welke desaangaande in de Koloniale Akte tot grondslag dienden, ons hebben geplaatst?

Waartoe kan het nuttig zijn 10 of 12 jaar na de gebeurtenissen, na te gaan of eene werkelijk gedane uitgave terecht werd aangerekend onder hoofdstuk 4 artikel 3 der begrooting en niet eerder onder hoofdstuk 4 artikel 2?

De uitgave is niettemin geschied en de tuchtstraf welke den plichtigen ambtenaar zou moeten worden opgelegd, zal niemand kunnen treffen daar, hoogstwaarschijnlijk, bewuste bediende niet meer tot den dienst der Kolonie behoort! Minstens neemt hij het ambt niet meer waar dat hij bekleedde toen de onjuiste aanrekening werd gedaan; hij is wellicht van verblijfplaats veranderd en het zal zeer moeilijk wezen hem te straffen wegens feiten die uit zijn geheugen zijn gegaan en tegenover dewelke hij, op de plaats waar hij zich bevindt, geene behoorlijke of wettige middelen van verontschuldiging meer bezit.

Er blijft dan eene enkele practische oplossing over en dat is: de oude rekeningen na te zien onder uitsluitelijk oogpunt van de werkelijkheid der uitgave en der ontvangst, 't is te zeggen onder oogpunt van de eerlijkheid der gestie, zich berustende, voor de algemeene nauwkeurigheid der begrootingsaanrekeningen op de naarstigheid waarvan de hogere ambtenaren onophoudelijk blijk gaven.

Het wetsontwerp verleent aan het Rekenhof de toelating aldus te handelen.

De Minister kan aan de Kamers de verzekering geven dat geen enkele rekenplichtige bij de Kolonie kennis kreeg van dit gedeelte uit het hervormingsontwerp. Allen hebben dus hun werk verricht onder den indruk dat hunne begrootingsaanrekeningen zouden worden gecontroleerd en nagezien.

Om alle twijfel te vermijden, zal bedoelde afwijking op het loopende dienstjaar niet worden toegepast. Moest eindelijk het Hof, tegen alle verwachting, redenen hebben om te vermoeden dat, op gebied van aanrekening, werkelijke misbruiken hebben plaats gehad, zou het, luidens den voorgestelden tekst, het recht hebben dienaangaande een onderzoek in te stellen.

De laatste opmerking welke wij komen te uiten, doet de hoogdringenheid der hervorming uitschijnen. Eenerzijds was het onmogelijk deze hervorming op eenen te langen afstand van het einde des boekjaars aan het Parlement voor te leggen, met gevaar de beambten, op begrootingsgebied, van hunne gewoonlijke naarstigheid te zien afwijken.

Anderzijds is het onontbeerlijk dat de huidige toestand een einde neme. Hij werd, zonder de minste twijfel, noch door mijnen voorganger, noch door het Rekenhof, noch door de diensten van het Departement of van de Kolonie verwekt.

In het kader der tegenwoordige wetgeving, werd alles aangewend wat mogelijk was om hieraan te verhelpen.

Ik zie mij genoodzaakt rechtuit aan de wetgevende macht te verklaren, dat het behoud van artikel 13 uit de Koloniale Akte zal voortgaan de nadeelen te ver-
toonen welke ik kom aan te halen en dat eene hervorming onontbeerlijk is.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.

ANNEXE AU N° 44.

Projet de loi portant modification à l'article 13 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Ministre des Colonies :

ARTICLE PREMIER.

L'article 13 de la loi du 18 octobre 1908, sur le Gouvernement du Congo belge, est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 13. — Le compte général de la Colonie est arrêté par la loi.

» A partir de 1924, la vérification du compte général est faite par un Inspecteur général désigné, par le Conseil des Ministres, pour six ans, sur une liste double de candidats présentés par la Cour des Comptes.

» Le compte général de la Colonie est communiqué aux Chambres avec le rapport de l'Inspecteur général.

BIJLAGE VAN N° 44.

Wetsontwerp houdende wijziging van artikel 13 uit de wet van 18 October 1908, op het beheer van Belgisch-Congo.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan den inhoud volgt, zal in Onzen naam, door Onzen Minister van Koloniën, aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 13 uit de wet van 18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo, wordt door de hierna volgende bepaling vervangen :

« ART. 13. — De algemeene rekening der Kolonie wordt door de wet gesloten.

» Te rekenen met 1924, wordt het nazicht op de algemeene rekening uitgeoefend door eenen Algemeen Inspecteur die door den Ministerraad, uit eene dubbele door het Rekenhof voorgelegde kandidatenlijst voor zes jaar, wordt aangesteld.

» De algemeene rekening der Kolonie wordt, te zamen met het verslag van den Algemeen Inspecteur, aan de Kamers overgemaakt.

» Si l'une des Chambres le juge utile, elle peut soumettre le compte et le rapport à l'avis de la Cour des Comptes. »

ART. 2.

Une comptabilité nouvelle sera créée pour les opérations effectuées à partir du 1^{er} janvier 1924.

Les opérations effectuées à partir du 1^{er} janvier 1924 et se rapportant à des exercices antérieurs seront enregistrées dans un compte de liquidation.

Les deux comptabilités seront fusionnées dès apurement du compte de 1923.

A l'égard des comptes antérieurs à l'exercice 1923, la Cour des Comptes est autorisée à limiter son contrôle à la réalité des opérations enregistrées.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1923.

» Zoo ééne der Kamers het noodig acht kan zij de rekening en het verslag aan het advies van het Rekenhof onderwerpen. »

ART. 2.

Over de vanaf 1 Januari 1924 gedane verrichtingen, zal eene nieuwe boekhouding worden ingesteld.

De vanaf 1 Januari 1924 gedane verrichtingen, welke op vroegere rekeningen betrekking hebben, zullen in eene vereffeningsrekening worden geboekt.

Beide boekhoudingen zullen, na aanzuivering der rekening van 1923, worden vereenigd.

Voor de rekeningen van vóór het dienstjaar 1923 wordt het Rekenhof gemachtigd zijn toezicht tot de werkelijkheid der geboekte verrichtingen te beperken.

Gegeven te Brussel, den 10^{en} December 1923.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Colonies,

Van 's Koningswege :
De Minister van Koloniën,

Louis FRANCK.